

L'UNION & L'ESPOIR

Congrès d'Aubervilliers • Mars 2018

 facebook.com/emmanuelmaurel

 twitter.com/emmanuelmaurel



#lunionetespoir
#AvecMaurel

Notre parti, le Parti socialiste, connaît une situation inédite. La double déroute du printemps 2017 n'a en effet pas d'équivalent dans notre histoire politique. En 2012 nous avions tous les leviers pour transformer la société. Cinq ans plus tard, nous n'en avons pratiquement plus aucun.

Ce vote-sanction ne saurait s'expliquer par la seule « usure du pouvoir ». Pour nombre de nos compatriotes de gauche, ce quinquennat a représenté une perte des repères spectaculaire. **Pacte de responsabilité, loi travail, déchéance de nationalité : les Français ne se sont pas reconnus dans ce que nous avons fait, et, finalement, ne nous reconnaissent plus.**

Il nous faut redevenir le parti du mouvement et reprendre l'offensive, pour construire un nouveau rapport de forces et **ne pas laisser le champ libre au Front National dans l'électorat populaire.** Notre objectif prioritaire est de renouer avec le corps central de la société (les ouvriers et les employés, du public comme du privé) et la jeunesse, l'avenir de notre pays.

Sur le terrain, des milliers de militants et d'élu-e-s continuent d'agir sans rien renier de nos principes communs. À celles et ceux qui ont eu le courage de rester, nous proposons de relever la tête, de viser l'horizon et de redonner l'espoir.

Réaffirmer la nécessité d'une voie socialiste distincte du social-libéralisme

A l'heure où les inégalités se creusent à une échelle jamais observée, la social-démocratie semble comme paralysée. Et c'est au moment où la gauche est à la peine, que **jamais nous n'avons eu autant besoin d'un socialisme républicain, antilibéral, écologiste.** Oui, nous pensons toujours qu'il existe une réponse socialiste, crédible et distincte de l'illusion sociale-

libérale qu'on nous présente comme le progrès et la seule politique possible.

Nous récusons le défaitisme culturel qui s'est emparé d'une partie de la gauche européenne et **nous réaffirmons notre singularité et notre fierté socialistes !**

Opposition à Emmanuel Macron, unité des forces de transformation de la société !

Le Parti socialiste doit l'affirmer sans ambiguïté : **nous sommes un parti d'opposition et nous ne deviendrons jamais la force supplétive d'une majorité clairement marquée à droite.** Les 6 premiers mois du quinquennat (ordonnances Travail, suppression de l'ISF, baisse des APL, ponctions sur le logement social, suppression des contrats aidés...) ont démontré de manière éclatante qu'on ne peut pas être socialiste « et en même temps » complaisant à l'égard de Macron.

Pendant ce temps, la société civile continue d'évoluer. Elle produit de nouvelles revendications et de nouvelles formes de contestation dans le champ politique : la lutte pour les droits des femmes, les nouveaux comportements de consommation, la solidarité avec les migrants, la mise en accusation des pollueurs, la révolte devant l'avidité sans limites de la finance...

Le Parti socialiste devra reconnaître ces expériences et leur offrir un débouché politique à l'échelle de notre nation et du continent.

C'est pourquoi sa ligne stratégique doit être celle **d'un dialogue avec toutes les forces de gauche qui veulent transformer la société en profondeur.** Sur ces bases **nous proposons aux socialistes une synthèse nouvelle** rassemblant au-delà de nos querelles d'antan toutes celles et ceux qui veulent engager la reconquête.



«L'Écosocialisme doit soustraire un maximum de productions à la sphère du profit, encourager d'autres modèles de production et de consommation, retrouver le sens du temps long.»

Vers l'écosocialisme

Les réunions internationales, les COP se suivent, mais le réchauffement s'accélère et la biodiversité se réduit. La pollution des océans, de l'eau, de l'air et des sols ont atteint un seuil plus qu'alarmant au point de menacer la santé, l'avenir de la planète et de l'humanité.

L'écosocialisme doit soustraire un maximum de productions à la sphère du profit, encourager d'autres modèles de production et de consommation, retrouver le sens du temps long.

Soumettre le secteur de l'énergie à l'intérêt général

La transition énergétique est un processus de longue haleine qui requiert une volonté sans faille, depuis la résistance aux lobbies jusqu'aux changements des comportements individuels. Cette perspective de long terme impose une intervention publique sur l'investissement énergétique afin de remplacer à la fois les hydrocarbures et la fission nucléaire.

Il faut repenser la ville, l'aménagement du territoire, réapprendre à produire localement, instaurer une taxe au kilomètre ajouté qui pénalise les déplacements inutiles de marchandises, favorise les relocalisations, tout en faisant de l'efficacité énergétique un principe contraignant toutes les politiques publiques.

Engager une nouvelle révolution agricole

Le productivisme agricole contemporain n'a que faire du bien-être animal, de la santé, de la qualité et de l'intérêt général humain. **Nous prôtons une agriculture bio, plus extensive, centrée sur la qualité** pour favoriser l'emploi agricole et la renaissance des territoires ruraux.

Enfin, nous proposons une **directive pour organi-**

ser la répartition des invendus alimentaires et les obligations de la grande distribution.

Pour un développement solidaire

La dynamique capitaliste a repris sa course folle. Les 1% les plus riches captent la plus grande part de la croissance mondiale (82% en 2017, selon l'ONG Oxfam !) et la révolution numérique installe de nouveaux monopoles, les GAFA, qui remettent en cause les solidarités et esquivent l'impôt sans vergogne.

Défendre la valeur du travail

Les millions d'ouvriers et d'employés qui se sont progressivement détournés de nous attendent que nous leur donnions **de nouvelles perspectives sur leur pouvoir d'achat, la sécurité sociale, la protection de l'emploi et la démocratie dans l'entreprise.**

C'est le rôle des socialistes de mener campagne pour l'augmentation des salaires et du SMIC (au moment où son mode de calcul est remis en cause), de proposer une « loi islandaise » d'interdiction du moindre écart de salaire entre les hommes et les femmes, de conférer aux travailleurs des plateformes le statut de salarié, de rétablir la hiérarchie des normes, de limiter le recours au travail détaché.

Un État fort au service des citoyens

Il n'y aura pas d'égalité sociale – et encore moins d'égalité entre les territoires – sans une relance des services publics. On ne peut pas fournir un service public de qualité avec toujours moins de fonctionnaires, à la paie bloquée et sans cesse vilipendés. Nous demandons des embauches et **une revalorisation du traitement des fonctionnaires**, qui auront un double effet sur leur motivation et sur l'activité économique.

Parmi ces services, **la santé en général et les hôpitaux publics** en particulier **ont trop souffert d'une gestion strictement comptable. L'hôpital public et le secteur de la dépendance ont besoin de moyens supplémentaires** pour ses personnels (des aides-soignants aux chefs de services).

L'Europe au service des peuples

Retrouvons le bon sens : **en lieu et place de « règles d'or » et de sanctions automatiques, il nous faut retrouver le chemin de la politique, c'est-à-dire du volontarisme.** L'Europe retrouvera l'estime des peuples en se mobilisant sur des projets concrets (infrastructures, technologies, sciences) qui favoriseront l'emploi et l'investisse-

ment.

Il faut politiser l'Europe, et donc en finir avec l'in-différenciation droite-gauche. Nous appelons de nos vœux l'organisation d'une **Conférence européenne de toutes les gauches attachées à une Europe au service des peuples.**

Une Europe qui protège

Pourquoi l'Europe serait-elle la seule à ne pas protéger ses intérêts ? Tout nouvel accord commercial devra comporter des clauses anti-dumping social et environnemental. Mieux, l'Union serait inspirée de mettre en place un « **Buy European Act** » réservant une partie des marchés publics aux entreprises européennes.

Pour toutes ces raisons, **les socialistes s'opposent à la ratification du CETA** et demanderont que le peuple soit consulté par referendum sur ce traité inégal, comme pour tous projets d'accord de libre-échange.

Lutter contre le dumping fiscal et social

Certains États-membres, comme les Pays-Bas, le Luxembourg, sont de véritables paradis fiscaux. La France doit prendre l'initiative (en premier lieu chez elle, en faisant sauter le Verrou de Bercy) et défendre l'idée d'un **impôt minimum sur le chiffre d'affaires pour les multinationales**. Imposer des convergences sociales vers le haut est de plus en plus urgent.

Notre idéal, la République sociale

La lutte contre les inégalités est indispensable pour consolider le pacte et l'idéal républicains. L'enjeu pour les socialistes demeure de traduire dans la réalité, pour tous et partout, la devise « Liberté, Égalité, Fraternité » – à laquelle s'ajoute bien sûr la Laïcité.

L'émancipation par l'éducation

Nous devons aux enfants le plus haut niveau possible d'éducation. Cela suppose de mobiliser les moyens nécessaires et de les concentrer sur ceux qui en ont le plus besoin. Gérer la pénurie (en organisant la sélection) sera toujours un pis-aller et un manquement grave au principe d'égalité.

L'émancipation par le droit

Nous devons revenir à une situation normale et – enfin – **renforcer les moyens de la Justice !** Les Français sont exaspérés par la longueur des délais de jugement des affaires, la désertification judiciaire, le délabrement des prisons, indignes de notre démocratie. Enfin, notre pays, Patrie des Droits de

l'Homme, doit **abolir la circulaire Collomb** qui organise le tri dans les centres d'hébergement d'urgence, au mépris du caractère inconditionnel de l'accueil.

Sans les territoires, pas de démocratie

La libre administration des collectivités locales est cruciale. En leur sein, les élus socialistes et leurs partenaires expérimentent et innovent. Beaucoup ont choisi les circuits courts face à la grande distribution et à la malbouffe, se battent pour faire reculer la pollution, la précarité ou la désindustrialisation, certains expérimentent le revenu de base ou les territoires « zéro chômeur »...

Il faudra garantir la capacité des collectivités à aménager le territoire et assurer la continuité des services publics. Là aussi, nous devons sereinement réexaminer nos erreurs en la matière tant du point de vue financier qu'administratif.

Nous ne renonçons pas à la République parlementaire !

Le présidentialisme étouffe notre démocratie. Il faut rééquilibrer les pouvoirs en supprimant l'article 49-3 et en étendant le domaine de la loi ; et conférer davantage de représentativité aux groupes politiques en intégrant au mode de scrutin législatif à la proportionnelle pour les départements les plus peuplés

La République en actes

La promesse républicaine n'a de sens que si elle s'accompagne d'**une volonté inébranlable de lutter contre les discriminations** (policières, dans l'accès au logement, à l'emploi...), qu'il faut réprimer davantage en renforçant les vérifications et en infligeant des amendes très dissuasives.

Il faut toujours se battre contre les freins à l'exercice par les femmes de leurs droits individuels et ren-



« Nous devons aux enfants le plus haut niveau possible d'éducation. Cela suppose de mobiliser les moyens nécessaires et de les concentrer sur ceux qui en ont le plus besoin. »

« Nous proposons la tenue trimestrielle de grandes conventions et le recours au référendum militant. »

forcer le « féminisme des droits sociaux » : venir en aide à celles qui assument la double journée de travail – tout particulièrement en responsabilisant les hommes – et améliorer la place des femmes (en particulier des mères isolées) dans l'emploi.

L'émancipation par la laïcité

Les Français sont-ils prêts à basculer dans la société anglo-saxonne ? Rien ne le laisse penser. Au-delà de **la liberté de conscience, de la protection du droit au blasphème et de l'émancipation de la tutelle des clergés**, la laïcité représente le ferment d'un « vouloir vivre ensemble » et donc d'un peuple au sens plein et inclusif du terme.

Comprendre le monde tel qu'il est pour le transformer

La réalité dément tous les jours la « mondialisation heureuse » promise par les libéraux : l'accroissement massif des inégalités, la fragilisation des droits sociaux et les bulles spéculatives déstabilisent nos économies et nos démocraties.

Maîtriser le commerce mondial

Il faudra que la politique commerciale érige en priorités la protection de l'environnement et des droits humains face à des pays émergents jouant systématiquement sur le dumping pour conquérir des parts de marché. **Au lieu de laisser faire les délocalisations, privilégions les échanges au sein de blocs économiques cohérents** et mettons en place un système de préférence communautaire.

Favoriser le co-développement *et réduire les migrations

Nous prônons une politique de co-développement de l'Afrique et surtout **une révision des accords de libre-échange UE/Afrique-Caraïbes-Pacifique**, dont l'impact a été terrible sur les économies locales, tout particulièrement leur agriculture.

Pour une France indépendante dans le concert des Nations

La France doit combattre l'idéologie du « camp occidental » et de la guerre de civilisation. Sa diplomatie doit être tournée vers la paix, le droit international, le multilatéralisme et l'équilibre des forces. Elle doit garder sa capacité de prendre des initiatives et de défendre ses positions.

Refonder le PS et le mettre au travail

Nous voulons que les militants soient les acteurs de la reconquête. Pour cela, nous proposons **la tenue trimestrielle de grandes conventions et le recours au référendum militant**.

Ensemble, réfléchissons à une nouvelle organisation qui parachève la parité en instaurant des « co-présidences » à tous les niveaux, et qui valorise toutes les formes d'engagement : local, thématique, professionnel ou en entreprise.

Il faut donner aux militants les outils pour être réellement associés à la refondation du Parti et à l'élaboration de son orientation : des universités populaires, une plateforme offrant aux militants de participer activement, le retour de la formation idéologique comme priorité.

Une assemblée des gauches décentralisée

Nous proposons **d'organiser, dans tous les territoires, des assemblées de toutes les gauches** qui regrouperont des groupes issus de toutes leurs sensibilités : associations, ONG, monde de la culture, syndicats, intellectuels... Ce seront des lieux d'échanges, de confrontation, d'enrichissement mutuel et de construction d'un Manifeste du Socialisme des Temps Nouveaux.

Plus de 1 000 soutiens publics montrent que nous constituons déjà une force collective qui ne cesse de grandir. N'hésitez pas à nous rejoindre sur www.unionetlespoir.fr !